



Faits marquants de la réunion de Bonn : Mercredi 18 juin 2025

Les délégués ont entamé des négociations de fond dans une atmosphère constructive, essayant de rattraper le temps perdu en raison de l'adoption tardive de l'ordre du jour de la réunion. Les négociations sur le Programme de travail relatif à l'atténuation ont été particulièrement animées et les discussions sur l'adaptation ont mis en évidence l'importance des moyens de mise en œuvre.

Adaptation

Objectif mondial d'adaptation (OMA) : Dans les consultations informelles du SB co-moderées par Tina Kobilšek (Slovénie) et Zita Wilks (Gabon), les Parties ont échangé des vues sur : la liste consolidée des indicateurs pour suivre les progrès vers l'OMA ([FCCC/SB/2025/3](#)) ; et un document technique sur l'adaptation transformationnelle ([FCCC/TP/2024/8](#)).

Les Parties ont convenu qu'il était nécessaire d'affiner la liste d'environ 100 indicateurs, mais n'étaient pas d'accord sur la démarche à adopter pour y parvenir. Le GROUPE AFRICAIN et l'ALLIANCE INDÉPENDANTE D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES (AILAC) ont souligné l'importance des indicateurs de suivi des Moyens de mise en œuvre (MME). L'AUSTRALIE a exprimé son « aversion » pour les indicateurs des Moyens de mise en œuvre qui établissent une distinction entre les pays en développement et les pays développés, tandis que le JAPON s'est opposé à tout indicateur permettant de mesurer les flux financiers des pays développés vers les pays en développement. L'UNION EUROPÉENNE (UE) a proposé de considérer les catalyseurs de manière holistique, y compris le renforcement des capacités et les dispositions institutionnelles. Le GROUPE AFRICAIN, avec l'AILAC, s'est opposé aux indicateurs qui suivent l'allocation du budget national et l'aide publique au développement, tandis que l'AUSTRALIE a estimé qu'ils sont importants pour suivre les processus d'adaptation nationaux et a mis en garde contre une « prise de contrôle politique » du processus technique.

Les Parties ont convergé sur une liste d'indicateurs principaux applicables à l'échelle mondiale, complétée par un ensemble de sous-indicateurs plus spécifiques au contexte, parmi lesquels il est possible de choisir. Elles ont réfléchi aux travaux menant à la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA 7) à Belém, y compris les calendriers pour la finalisation des travaux des experts et les ateliers intersessions.

Au sujet de l'adaptation transformationnelle, le GRUPO SUR a déclaré que le sujet n'est pas suffisamment mûr pour qu'une

réunion lui soit consacrée en 2025. L'AUSTRALIE a souligné la nécessité de saisir la question de l'adaptation transformationnelle dans une décision qui sera adoptée à Belém. L'UE a suggéré de concentrer tous les efforts sur l'avancement des travaux portant sur les indicateurs.

Les consultations informelles se sont poursuivies dans la soirée.

Directives relatives aux communications sur l'adaptation :

Lors des consultations informelles du SBI, co-moderées par Thomas Lerenten Lelekoiten (Kenya) et Marie Wien Fjell (Norvège), les Parties ont réfléchi sur les [directives relatives aux communications sur l'adaptation](#). Beaucoup ont souligné l'importance de favoriser les synergies et d'éviter les duplications entre les différents processus de rapport dans le cadre de l'Accord de Paris.

Le JAPON a suggéré de réviser les orientations pour mieux les relier à l'OMA et au Bilan mondial (BM). L'AILAC a appelé à des formations supplémentaires pour renforcer les capacités en matière d'établissement des communications nationales sur l'adaptation. L'UE, soutenue par le CANADA, a proposé de reporter l'examen des directives à 2028, après l'examen des modalités, procédures et directives du Cadre de transparence renforcé. Le GRUPO SUR a suggéré de réexaminer les directives lors de la 31ème session de la Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et a appelé à la finalisation du [projet de directives supplémentaires](#) du Comité d'adaptation. La FÉDÉRATION DE RUSSIE a suggéré de revenir à ce point plus près du deuxième BM (BM-2).

Les PAYS EN DÉVELOPPEMENT ANIMÉS DU MÊME ESPRIT (LMDC) ont appelé à ce que le soutien aux pays en développement soit abordé de manière plus explicite dans les directives actualisées. Le GROUPE ARABE a mis en garde contre l'élaboration de modèles universels et a déclaré que les communications sur l'adaptation devraient alimenter le BM, et non l'inverse.

Le GROUPE AFRICAIN a exprimé sa déception que seulement cinq Parties aient fait des soumissions pour informer le rapport de synthèse sur ce point ([FCCC/SBI/2025/9](#)) et, soutenu par le CANADA et l'ARABIE SAOUDITE, a appelé à des soumissions supplémentaires.

Plans nationaux d'adaptation (PNA) : Dans le cadre des consultations informelles du SBI, les co-moderateurs Antwi-Boasiako Amoah (Ghana) et Oliver Gales (Australie), ont sollicité des points de vue sur le [projet de texte](#) de la CMA 6. Le GROUPE DES 77 ET LA CHINE (G-77/CHINE) a salué l'intégration des indicateurs de l'état d'avancement des PNA dans l'OMA. L'UE a souligné l'importance d'avoir des PNA en place d'ici 2025.

Se référant au projet de texte, les Parties ont mis en exergue leurs priorités pour ce qui doit être traité dans une décision. Les co-moderateurs ont invité les Parties à s'engager de manière informelle sur la voie à suivre.

Questions relatives aux pays les moins avancés (PMA) :

Les consultations informelles du SBI ont été co-moderées par Ephraïm Shitima (Zambie) et Rik den Hoedt (Pays-Bas). Le Groupe d'experts pour les PMA (LEG) a fourni un rapport ([FCCC/SBI/2025/7](#)) sur son travail. Les Parties ont exprimé leur satisfaction quant à l'aide apportée par le Groupe d'experts aux pays en développement dans l'élaboration et la mise en œuvre des PNA.

Les PMA ont noté avec une « profonde déception » que beaucoup d'entre eux continuent à faire face à des obstacles dans l'accès au financement pour la formulation et la mise en œuvre des PNA, soulignant que le manque de ressources est « non seulement frustrant mais démoralisant ». L'UE, le CANADA et la NORVÈGE ont souligné leur engagement à combler ces lacunes.

Les pays ont, de manière générale, accueilli favorablement [le projet de directives techniques actualisées pour le processus des PNA](#) du Groupe d'experts pour les PMA, bien que l'UE, soutenue par le CANADA, ait exprimé sa préoccupation quant aux incohérences entre les directives techniques actualisées et le cycle d'adaptation itératif du processus des PNA. L'ARABIE SAOUDITE a déploré le décalage entre la consultation des Parties et les révisions correspondantes dans les directives techniques actualisées.

Les Co-moderateurs doivent élaborer un projet de texte.

Atténuation

Programme de travail sur l'atténuation (PTA) : Au cours des consultations informelles du SB, les co-facilitateurs Ursula Fuentes (Allemagne) et Maesela John Kekana (Afrique du Sud) ont déclaré que les discussions des SB 62 se concentreront sur :

- comment faire du PTA un « espace sûr » pour surmonter les obstacles à la mise en œuvre et explorer des solutions réalisables ;
- des avis sur la création d'une plateforme numérique pour faciliter la mise en œuvre des mesures d'atténuation ; et
- les éléments d'un projet de décision à soumettre à l'examen de la CMA 7.

L'ALLIANCE DES PETITS ÉTATS INSULAIRES (AOSIS) a souligné que le PTA ne remplissait pas son mandat d'accroître l'ambition et la mise en œuvre des mesures d'atténuation pour atteindre l'objectif de 1,5°C et a appelé les principaux émetteurs à agir de toute urgence. L'AILAC a déploré l'absence de résultats substantiels des cinq dialogues organisés jusqu'à présent dans le cadre du PTA. Elle a insisté pour que le PTA soit aligné sur les résultats du BM et a souligné la nécessité de discuter des principaux facteurs d'émission.

L'INDE a souligné que le PTA n'est pas en train d'échouer et a souligné que si de nombreux pays en développement ont déjà des objectifs ambitieux, ils ne reçoivent pas un soutien suffisant pour les atteindre. Le GROUPE AFRICAÏN, les PMA et le GROUPE ARABE ont souligné que le PTA ne doit pas fixer de nouveaux objectifs, les PHILIPPINES notant que le PTA devrait être un espace pour renforcer la coopération internationale.

L'UE a appelé à un espace politique dédié et à une décision lors de la CMA 7 pour discuter et répondre au rapport de synthèse sur les Contributions déterminées au niveau national (CDN) en vue d'augmenter l'ambition. Elle a souligné que les messages substantiels du BM constituaient un élément essentiel.

Le GROUPE ARABE s'est opposé à l'envoi de signaux politiques, soulignant que le PTA est une plateforme pratique d'échange de connaissances. Les LMDC ont déclaré que les discussions devraient se concentrer sur des questions consensuelles, telles que la nécessité d'optimiser les dialogues mondiaux. Le QATAR a déclaré qu'un espace sûr est créé lorsque les Parties peuvent partager leurs expériences sans craindre que leurs mots ne soient utilisés contre elles pour imposer de nouveaux engagements. L'AUSTRALIE a appelé au respect des positions des uns et des autres et s'est opposée à tout « pointage du doigt ». Le GIE a appelé à soutenir les pays pour faire avancer leurs travaux d'atténuation nationaux dans les domaines critiques.

Les consultations informelles vont se poursuivre.

Dialogue sur l'article 6.2 de l'Accord de Paris (Approches coopératives) : Dans cet événement mandaté, les participants ont réfléchi sur le rôle de l'article 6.2 dans la mise en œuvre des CDN et l'augmentation de l'ambition, et l'engagement du secteur privé. Le Secrétariat a ensuite souligné que dix approches coopératives, pour lesquelles des rapports initiaux ont été soumis, sont en cours ou ont terminé le processus d'examen par des experts techniques. Parmi les domaines où les incohérences ont été les plus identifiées, ils ont pointé, entre autres, les dispositions pour autoriser et suivre les résultats d'atténuation internationalement transférables, et les méthodes pour appliquer les ajustements correspondants. Ils ont également noté que les normes de communication soutenant l'interopérabilité entre les registres au titre de l'article 6 seront publiées d'ici la fin du mois de juin.

Émissions provenant des carburants utilisés pour l'aviation internationale et le transport maritime : Au cours des consultations informelles du SBSTA, co-facilitées par Jakob Wiesbauer-Lenz (Autriche) et Francis Mwangi (Kenya), les Parties ont entendu des rapports sur les travaux de l'[Organisation de l'aviation civile internationale \(OACI\)](#) et de l'[Organisation maritime internationale \(OMI\)](#). Après un bref échange, les Parties se sont mises d'accord sur les conclusions de procédure indiquant que la SBSTA 62 a examiné cette question et que la SBSTA 63 en poursuivra l'examen.

Pertes et dommages

Rapport annuel conjoint du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie (WIM) et du Réseau de Santiago : Lors des consultations informelles des SB, co-facilitées par Pasha Carruthers (Îles Cook) et Cornelia Jaeger (Autriche), les Parties ont exprimé le souhait de donner la priorité aux discussions sur l'examen du WIM. S'appuyant sur une proposition du G-77/CHINE, les Parties ont mandaté les co-facilitatrices pour élaborer un bref projet de texte de décision.

Révision 2024 du WIM : Dans les consultations informelles des SB, les co-moderatrices Cornelia Jaeger (Autriche) et Pasha Carruthers (Îles Cook) ont invité les Parties à exprimer leurs points de vue sur les éléments à inclure dans le projet de texte de décision. Tout en notant qu'il ne s'agit pas d'un texte convenu, le G-77/CHINE a proposé de refléter les titres de la note informelle de la COP 29. Les Parties ont mandaté les co-facilitateurs pour élaborer le projet de texte de décision et ont poursuivi les discussions dans les informelles.

Finances

Consultations de la Présidence sur la feuille de route de Bakou-Belém : Ouvrant l'[événement](#), le Président de la COP 29, Mukhtar Babayev, a appelé les actionnaires à encourager l'engagement des banques multilatérales de développement dans la mobilisation de 1,3 trillion de dollars de financement pour le

climat. Le Président désigné de la COP 30, André Aranha Corrêa do Lago, a souligné le rôle du Cercle des ministres des finances de la COP 30 dans le soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre de la feuille de route. Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, Simon Stiell, a souligné que le financement est le fondement de la confiance dans le processus. Les pays en développement ont insisté sur la nécessité de rationaliser les procédures d'accès et d'accélérer les décaissements. Parmi d'autres commentaires :

- Le G-77/CHINE a déclaré que la feuille de route devrait s'attaquer aux obstacles au financement de la lutte contre le changement climatique et fournir un accord clair sur le partage du fardeau entre les pays développés ;
- L'AOSIS a souligné la nécessité d'interventions spécifiques au contexte pour répondre aux circonstances particulières des Petits États insulaires en développement (PEID) et a appelé à des objectifs de décaissement spécifiques pour les PEID ;
- Le GROUPE POUR L'INTÉGRITÉ ENVIRONNEMENTALE a déclaré que la feuille de route devrait fournir des recommandations sur l'application concrète d'instruments non générateurs de dette, des exemples de meilleures pratiques sur le renforcement de l'inclusion financière et la mobilisation de ressources pour des solutions basées sur la nature ;
- L'AILAC a appelé à définir les responsabilités des différents acteurs qui contribueront à la réalisation de l'objectif de 1 300 milliards de dollars et à suivre les progrès accomplis dans ce domaine ;
- Les PMA ont demandé que des objectifs soient fixés pour les financements sous forme de dons et que le financement de l'adaptation soit triplé, et ont souligné la nécessité de suivre la mise en œuvre de la feuille de route ;
- Le GROUPE ARABE a insisté sur l'investissement dans la capture et le stockage du carbone, a appelé à un meilleur suivi de la contribution des organisations philanthropiques à la réduction des risques liés à l'investissement privé et a identifié les sources de revenus que les pays développés pourraient exploiter pour renforcer le financement de la lutte contre le changement climatique, telles que les taxes sur les transactions financières et les ventes de marques de mode de luxe ;
- Le GROUPE AFRICAÏN a souligné le soutien apporté à la prise en compte des pertes et dommages et à la transition équitable, y compris en ce qui concerne la cuisine propre ;
- Les LMDC ont souligné le caractère national de l'action climatique et l'urgence de garantir une marge de manœuvre budgétaire dans les pays en développement ; et
- L'UE a déclaré que la feuille de route devrait servir de plateforme pour informer et impliquer les Parties prenantes externes, en s'appuyant sur les initiatives existantes.

Dialogue sur le champ d'application de l'article 2.1c de l'Accord de Paris et sa complémentarité avec l'article 9 :

Le deuxième jour de l'[atelier](#) dans le cadre du dialogue s'est concentré sur la planification de la transition dans divers contextes. Les exposés ont abordé des questions telles que : le transport durable ; le rôle des banques publiques de développement ; les attentes des investisseurs envers les gouvernements en matière de planification de l'adaptation ; et les impacts négatifs de la production de combustibles fossiles sur les communautés locales. Les participants ont souligné, entre autres, les défis liés au règlement des différends entre investisseurs et États, les structures économiques coloniales et la nécessité de prendre en compte la sécurité énergétique et le développement économique.

Bilan mondial

Dialogue sur la mise en œuvre des résultats du Bilan mondial, visé au paragraphe 97 de la décision 1/CMA.5 : Lors des consultations informelles du SBI, les co-facilitateurs Ricardo

Marshall (Barbade) et Patrick Spicer (Canada) ont noté qu'il n'y avait pas eu d'accord sur cette question lors de la CMA 6 et ont dirigé vers le texte de la présidence de cette session, mettant en évidence des éléments sur les modalités du dialogue.

L'UE, l'Australie et le Royaume-Uni ont appelé à un large champ d'application qui couvre tous les éléments de la décision sur le BM et reflète les progrès réalisés dans sa mise en œuvre, l'Australie et d'autres pays soulignant que le dialogue ne devrait pas être « juste un atelier de discussion ». Les LMDC ont déclaré que le dialogue ne doit pas suivre les résultats du BM d'une manière qui contredit la nature déterminée au niveau national des CDN. Ils se sont opposés à la référence au dialogue comme étant le seul endroit pour mettre en œuvre les résultats du BM, notant que la mise en œuvre doit également avoir lieu dans le monde réel et être exprimée dans les CDN des pays. L'Australie a souligné la nécessité de tirer parti de tous les moyens disponibles pour faire avancer la mise en œuvre de tous les résultats du BM, y compris le dialogue.

De nombreuses Parties ont appuyé la tenue de la première session du dialogue à la CMA 7, et par la suite chaque année au cours des réunions de juin de l'Organe subsidiaire. L'AOSIS et les PMA ont noté que le mandat spécifique que le dialogue se poursuit jusqu'en 2028, tandis que l'Afrique du Sud et d'autres ont estimé que le dialogue se poursuit jusqu'en 2026.

En ce qui concerne les résultats, l'Australie a proposé un rapport sur chaque session de dialogue, qui comprend une synthèse des messages clés, et l'examen des rapports par la CMA.

Éléments procéduraux et logistiques du BM : Lors des consultations informelles du SB, co-animées par Patrick Spicer (Canada) et Kishan Kumarsingh (Trinité-et-Tobago), les Parties ont réfléchi à la note informelle de la CMA 6.

En ce qui concerne les sources de données scientifiques, l'AOSIS, les PMA, le Groupe africain, l'AILAC, le Royaume-Uni et d'autres, contrés par les PMA et la Fédération de Russie, ont souligné le rôle du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) en tant que principale source d'informations scientifiques pour le BM. Ils ont soutenu l'idée de demander au GIEC d'aligner le calendrier de ses rapports d'évaluation sur le processus du BM et se sont opposés aux appels visant à « équilibrer les sources du GIEC et celles qui ne le sont pas », tout en notant la pertinence d'autres sources. La Chine a souligné la nécessité d'une diversité de contributions scientifiques. Les PMA ont souligné que les informations scientifiques doivent inclure les connaissances locales et les sources des pays en développement.

En ce qui concerne le champ d'application, l'AOSIS et les PMA ont demandé que les pertes et dommages fassent l'objet d'un domaine thématique distinct dans le cadre du BM. Le Groupe africain a souligné l'importance de la coopération internationale. Tuvalu a appelé à un suivi tangible du dialogue d'experts sur l'impact disproportionné du changement climatique sur les enfants. Les PMA se sont opposés à toute référence à un suivi du BM-2, tandis que l'AILAC s'est opposée à toute formulation qui exclut la mise en place d'un mécanisme de suivi du BM.

L'UE et le Royaume-Uni, contrés par l'Inde et la Chine, ont suggéré d'autoriser le chevauchement entre les phases techniques et politiques du BM.

Questions diverses

Programme de travail sur la transition juste : Au cours du groupe de contact du SB, les Co-présidents Federica Fricano (Italie) et Joseph Teo (Singapour) ont invité les Parties à faire part

de leurs points de vue, notant qu'aucun accord n'avait été trouvé sur cette question lors de la CMA 6 et rappelant le texte de la présidence issu de cette session.

Le G-77/CHINE a noté que le groupe est également mandaté pour discuter des mesures commerciales unilatérales. Le GROUPE ARABE a souligné que les mesures visant à traiter et à atténuer l'impact des mesures unilatérales constituent une question transversale clé, et a déclaré que le traitement des mesures unilatérales ne compromet pas les progrès accomplis dans le cadre d'autres éléments.

Le GROUPE AFRICAÏN a mis l'accent sur la nécessité de refléter la diversité des priorités nationales et des voies de développement, et a souligné la nécessité d'une coopération internationale, d'un transfert de technologies et d'un financement, le KENYA notant que le texte se concentre trop sur les dimensions nationales de la transition juste. Les PMA ont insisté pour que l'on s'éloigne des approches « centrées sur le profit ». En termes de messages clés, ils ont souligné les différents points de départ des pays, la responsabilité historique des pays développés et la nécessité de soutenir la transition juste. Soulignant que la transition juste est transverse à différents secteurs, l'UE a appelé à l'intégration des approches de l'ensemble de la société et de l'ensemble de l'économie. Elle a soutenu une formulation qui encourage les Parties à inclure des voies de transition juste dans le développement et la mise en œuvre de leurs CDN et PNA.

Programme de mise en œuvre des technologies (TIP) : Lors des consultations informelles du SBI, les Co-facilitateurs Elfriede More (Autriche) et Omar Alcock (Jamaïque) ont rappelé que le TIP a été établi dans la décision du BM et que le mandat de la SBI 62 est de faire avancer l'élaboration du TIP sur la base du [projet de texte](#) élaboré lors de la CMA 6.

Le G-77/CHINE a soutenu l'organisation de dialogues techniques mondiaux et de forums régionaux, soulignant la nécessité d'établir des rapports sur ces événements et de les examiner lors des sessions de négociation ultérieures. La CHINE a suggéré de fixer des objectifs et des indicateurs quantifiés pour évaluer la performance du TIP. Beaucoup ont soutenu une évaluation du TIP après cinq ans, alimentant le BM.

La NORVÈGE a souligné que le TIP doit répondre aux paragraphes 28 et 29 de la décision du BM (respectivement l'appel à contribuer aux efforts d'atténuation alignés sur 1,5°C, et la reconnaissance du rôle des carburants de transition). L'UE a insisté pour que le paragraphe 28 soit respecté et a déclaré que le TIP devrait travailler main dans la main avec le PTA, entre autres. Elle a mis l'accent sur la prise en compte de l'égalité des sexes, la promotion des technologies autochtones et la création d'environnements favorables, notamment par le biais de taxonomies financières durables et de normes technologiques.

Le GROUPE ARABE a déclaré que le TIP doit s'aligner sur les priorités technologiques des pays en développement, notant que le paragraphe 28 ne les aborde pas pleinement. Les délégués ont souligné que les mesures commerciales unilatérales constituent des obstacles au transfert de technologies et que le BM ne remplace pas les accords ou obligations antérieurs.

Le GROUPE AFRICAÏN a déclaré que le TIP devrait répondre aux évaluations des besoins technologiques, les PMA soulignant la nécessité de disposer de ressources à cet effet.

Questions relatives au renforcement des capacités : Lors des consultations informelles du SBSTA, les Co-facilitateurs Cristina Carreiras (Portugal) et Binyam Yacob Gebreyes (Éthiopie) ont souligné comme objectifs clés de la SBSTA 62 : le lancement du cinquième examen approfondi de la mise en œuvre du cadre

de renforcement des capacités établi en vertu de la Convention, sur la base des [Termes](#) de référence (TdR) élaborés lors de la COP 29 ; et l'élaboration des TdR pour le cinquième examen approfondi dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Le G-77/CHINE a appelé à un cadre renouvelé, réactif et doté de ressources suffisantes pour répondre aux besoins des pays en développement. Les PMA ont suggéré qu'il prenne également en compte les derniers développements dans le cadre de l'Accord de Paris. Les commentaires ont également porté, entre autres, sur la nécessité d'un soutien financier adéquat, le renforcement de l'expertise technique dans l'analyse des données climatiques, le renforcement des capacités institutionnelles, les indicateurs permettant de suivre le soutien reçu et la garantie du maintien des capacités mises en place.

Les Co-facilitateurs doivent préparer un projet de texte.

Recherche et observation systématique : Dans les consultations informelles du SBSTA co-facilitées par Patricia Nyinguro (Kenya) et Frank McGovern (Irlande), les Parties ont réfléchi sur les éléments à inclure dans le projet de conclusions. Diverses Parties ont exprimé leur préoccupation quant au fait qu'aucun des présentateurs des sessions en petits groupes lors de la 17^{ème} session du Dialogue sur la recherche ne provenait d'un pays en développement, et ont noté la nécessité de renforcer les capacités de recherche et de répondre aux besoins des pays en développement en matière de recherche.

Le CHILI, soutenu par le KENYA, a proposé d'élaborer un mécanisme permettant d'identifier les progrès accomplis pour combler les lacunes en matière de connaissances après chaque cycle d'évaluation du GIEC. L'AOSIS a salué les progrès de la science de l'attribution. Le BRÉSIL a appelé à une plus grande prise en compte des connaissances autochtones dans la recherche et l'observation.

L'UE, soutenue par les PMA, le ROYAUME-UNI et l'AUSTRALIE, a souligné que chaque augmentation du réchauffement est importante. Le GROUPE ARABE a mis en garde contre le « langage alarmiste » concernant l'état du climat. La CHINE a noté que les projections de température sont basées sur des scénarios et comportent des incertitudes inhérentes.

Les Co-facilitateurs doivent élaborer une note informelle.

Dans les couloirs

Les salles de conférence et les couloirs débordaient de vie alors que les délégués pouvaient enfin se plonger dans des négociations de fond. L'enthousiasme était tel qu'il dépassait parfois la capacité des salles, les négociateurs devant rester debout ou s'asseoir par terre faute de places assises.

L'empressement à rattraper le temps perdu a rapidement été contrarié par les divisions entre les positions des Parties sur des points tels que le Programme de travail sur l'atténuation. De nombreux débats ont soulevé des doutes quant à la mesure dans laquelle les résultats du Bilan mondial seront mis en œuvre. « Il est clair que certains pays n'ont pas l'intention de contribuer aux efforts mondiaux de transition vers l'abandon des combustibles fossiles », a noté un délégué déçu, quittant les négociations sur la technologie.

Le contraste entre ces discussions et le témoignage d'un habitant de la « vallée du cancer » était saisissant. L'ancien ouvrier de la raffinerie a souligné que sa maison était devenue une « zone de sacrifice » pour l'expansion de la production de gaz naturel liquéfié. Dans le même ordre d'idées, les pays les moins avancés ont attiré l'attention des délégués sur l'importance d'un financement renforcé pour l'adaptation : « Il s'agit pour nous d'une question de survie, de dignité et de développement ».